



*Cette Bolivienne fait partie des milliers de personnes de son pays dont la vie subit les effets de ce que les Églises appellent un système économique mondial injuste.
Photo : COE/Marcelo Schneider*

Discussions avec les gouvernements sud-américains visent l'économie

Le contenu de la *Déclaration de São Paulo : Transformation financière internationale en vue de l'économie de la vie* a incité des organisations œcuméniques d'Amérique latine à s'investir dans une série de rencontres avec des représentants de gouvernements de ce continent. De hauts responsables gouvernementaux d'Argentine, de Bolivie et du Pérou ont déjà accordé des audiences.

Cette déclaration est le fruit du travail des participants à une conférence organisée par la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) en partenariat avec le Conseil œcuménique des Églises et le Council for World Mission (Conseil pour la mission mondiale), qui s'est tenue du 29 septembre au 5 octobre à Guarulhos, au Brésil. Intitulée « Conférence œcuménique mondiale pour une nouvelle architecture économique et financière », elle était organisée par la CMER dans le cadre de son programme sur la justice, sous la direction de Dora Arce-Valentín.

Le 27 octobre 2012, en Argentine, la chancelerie a reçu ce document transmis par une délégation œcuménique composée de représentants du COE, du CLAI (Conseil des Églises d'Amérique latine) de l'AI-

PRAL (Alliance d'Églises presbytériennes et réformées en Amérique latine), de l'Association mondiale pour la communication chrétienne et de l'ALC (Agence de communication Amérique latine et Caraïbe).

Sous la conduite de Julio Murray, président du CLAI, évêque de Panama, cette délégation a été reçue par Juan Landaburu, ambassadeur, secrétaire pour les affaires religieuses au ministère argentin des relations extérieures, et par Andrea De Vita, directeur du registre national des organisations religieuses.

En remettant cette déclaration à Juan Landaburu, Dario Barolin, secrétaire exécutif d'AIPRAL, qui avait fait partie du groupe de rédaction de la déclaration, a souligné l'importance stratégique de cette conférence.

« Rédigée par des théologiens et des économistes, cette déclaration indique que la surconsommation et l'avidité sont des facteurs capitaux à prendre en compte dans la recherche d'une répartition plus juste des ressources mondiales » a-t-il déclaré en soulignant la nécessité, pour les

Suite page 2

Suite de la page 1

gouvernements, de prendre des décisions relatives à « un système financier mondial qui soit au service de la vie. »

Bien qu'elle ait autrefois été un pays riche, l'Argentine a récemment connu des crises économiques à répétition, des déficits persistants en matière fiscale et de sa balance des paiements, un taux d'inflation élevé, une dette extérieure croissante et une fuite des capitaux. En ce qui concerne l'économie de l'Argentine, l'effondrement principal se situe entre 1999 et 2000 et reste pour les citoyens de ce pays un motif d'incertitude.

« Votre action en matière d'intervention et de développement est pour nous un encouragement » à dit M. Landaburu, en indiquant qu'il s'engageait à faire part de ce document aux autres secteurs du gouvernement.

Le 9 juillet, à La Paz, capitale de la Bolivie, la déclaration a été remise au ministre de la Présidence, M. Juan Ramon Quintana. La délégation œcuménique était dirigée par Walter Altmann, pasteur brésilien et modérateur du Comité central du COE.

En s'adressant aux délégués, M. Quintana a souligné l'importance d'un travail effectué en partenariat avec divers acteurs au niveau international. « Les Églises peuvent faire preuve d'une grande efficacité lorsqu'il s'agit de partager nos dons et encourager des talents pour favoriser une vie épanouie pour tous. Notre action vise à défendre et à promouvoir la dignité humaine, c'est également l'une de vos tâches », a-t-il ajouté.

La Bolivie est l'un des principaux participants aux débats sur le développement lancés à l'initiative des Nations Unies. Sous la direction d'Evo Morales, premier président autochtone, le pays travaille à la réalisation d'un équilibre au sein des structures de pouvoir et à la création

d'un système de répartition juste de ses ressources naturelles.

La délégation a également rencontré l'ambassadeur Fernando Huanacuni, vice-ministre pour les affaires interreligieuses au ministère bolivien des affaires extérieures. Au cours de la rencontre, M. Huanacuni a dit son appréciation de la déclaration.

« Ce document peut constituer un élément important d'un futur dialogue entre différents secteurs de notre société », a-t-il déclaré.

La déclaration a également été présentée au gouvernement péruvien. Le 8 janvier, à la chancellerie péruvienne à Lima, une délégation œcuménique a remis un exemplaire de ce document à M. Alberto Cruzalegui, conseiller du directeur exécutif de l'Agence péruvienne de coopération internationale, et à Mme Ana Maria Alvarado, conseillère en relations avec les organisations de la société civile, l'un et l'autre membres du ministère péruvien des affaires étrangères. Humberto Martin Shikiya, directeur exécutif du CREAS (Centre œcuménique régional de conseils et de services), qui assistait aux rencontres avec les trois gouvernements, évalue la stratégie d'intervention (advocacy) appuyée par ce document œcuménique sur l'économie mondiale. « L'enjeu le plus important, aujourd'hui en Amérique latine, consiste à trouver des moyens de provoquer des changements structurels dans nos sociétés. La déclaration de São Paulo contient une proposition claire sur la justice sociale et la dignité des plus pauvres et des plus vulnérables », a-t-il déclaré.

Et il a conclu en disant que « le mouvement œcuménique doit approfondir ses liens à la fois avec la société civile et avec les gouvernements. Ce sont nos partenaires stratégiques en vue du changement. »



En janvier, une délégation œcuménique a remis à des responsables du gouvernement bolivien une déclaration présentant de nouvelles valeurs pour le système économique mondial. Photo : COE/Marcelo Schneider



Dora Arce-Valentín et Douwe Visser sont chargés du bureau Justice et Théologie à la CMER.

Photo : CMER/Sumichan

La responsable du bureau de la CMER pour la justice désormais à Genève

Début janvier, Dora Arce-Valentín est arrivée à Genève pour exercer ses responsabilités à plein temps à la tête du bureau pour la justice et le partenariat de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER).

« Me voici là où il faut. L'équipe doit être rassemblée pour faire entendre les questions relatives à la justice », a déclaré Dora Arce-Valentín. « Le programme concernant la justice forme l'un des deux piliers de notre organisation, avec celui sur la théologie et la communion. Je me réjouis d'être ici pour assurer l'équilibre. »

Mme Arce-Valentín est née à Cuba où elle travaillait depuis janvier 2012 comme consultante de la CMER à temps partiel pour les questions de justice. Grâce à un financement du CWM, cette pasteure cubaine engagée au service de la justice a pu venir travailler à plein temps à Genève en 2013. En 2014, elle suivra l'équipe du secrétariat qui se transporteront dans ses nouveaux locaux à Hanovre, en Allemagne.

En accueillant Dora Arce-Valentín, le secrétaire général de la CMER, Setri Nyomi, a déclaré : « La pasteure Arce-Valentín arrive à la CMER accompagnée d'une riche expérience pastorale et comme quelqu'un qui s'est beaucoup investi en faveur de la justice. Maintenant qu'elle fait partie à plein temps du secrétariat de la CMER, nous serons mieux à même de poursuivre ce travail auprès des Églises membres afin de représenter une force en faveur de la justice dans le monde. »

Dora Arce-Valentín a dit sa reconnaissance à l'Église presbytérienne de Cuba qui lui a permis d'accepter cet engagement auprès de la CMER alors qu'il y a un grand besoin de pasteurs dans ce pays.

« Mon Église ne dispose pas de ressources financières, a-t-elle dit. Nous donnons ce que nous avons, c'est-à-dire des ressources humaines. C'est notre manière de dire que nous savons l'importance du travail de la CMER et du mouvement œcuménique en faveur de la justice. »

Au cours de l'année qui vient, Mme Arce-Valentín se consacrera à la création de meilleurs contacts avec les groupes régionaux des Églises. En s'appuyant sur son expérience dans la région Caraïbe, elle sait que c'est ainsi qu'il faut entrer en contact avec les paroisses locales afin de découvrir quels sont leurs besoins et de leur faire savoir ce que la CMER peut leur proposer.

Elle envisage son travail au service du programme pour la justice avant tout dans la perspective de la jeunesse. Elle prévoit par exemple des ateliers sur des images positives, non-violentes, de la masculinité et sur le soutien à l'implication des jeunes dans la justice écologique.

« Les questions relatives à la justice attirent les jeunes, fait-elle remarquer. La jeunesse a les qualités nécessaires pour se saisir de certaines questions et obliger les Églises à les traiter. »

Pour 2013, elle compte organiser le suivi d'une rencontre qui s'est déroulée l'an dernier au Brésil et qui a fait des propositions en vue d'un nouveau cadre de référence pour les structures financières internationales. Un groupe d'experts est actuellement en voie de constitution en vue d'assurer le suivi de ces propositions. En mars, Dora Arce-Valentín va convoquer une rencontre des réseaux de défenseurs de la justice, dans la CMER, dans le cadre d'un colloque sur la traite des êtres humains.

La CMER obtient le statut de société en Allemagne

Le gouvernement du Land de Basse-Saxe, en Allemagne, a accordé à la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) la situation de société de droit public. Ce statut juridique permettra entre autres à la CMER de passer des accords en bonne et due forme avec le gouvernement fédéral sur des questions comme les permis de séjour et de travail, les dispenses concernant la législation sur la sécurité sociale et les restrictions en matière d'emploi.

En janvier 2014, la CMER quittera ses locaux actuels de Genève, en Suisse, pour s'installer à Hanovre, capitale du Land de Basse-Saxe. Les motifs de cette décision sont liés au coût de fonctionnement en Suisse, du fait du taux élevé du franc suisse, l'essentiel des revenus de la CMER provenant de dons en euros et en dollars US.

Lors d'une cérémonie qui s'est déroulée à Hanovre en janvier, David McAllister, qui était encore ministre-président du Land de Basse-Saxe, a remis au secrétaire général de la CMER, Setri Nyomi, le document conférant à la CMER le statut de société. Étaient également présents à cette cérémonie le trésorier général de la CMER, Johann Weusmann, et le ministre des affaires culturelles de l'État de Basse-Saxe, M. Bernd Althusmann, ainsi que la secrétaire exécutive de la CMER pour le bureau justice et partenariat, Dora Arce-Valentín, le président de l'Église évangélique réformée, Jann Schmidt, et Martin Schindehütte, évêque pour les affaires extérieures de l'Église évangélique en Allemagne (EKD).

Dans son discours d'accueil à la CMER, M. McAllister a dit sa satisfaction de voir que cette organisation avait choisi Hanovre comme nouveau siège.

Dans sa réponse, Setri Nyomi a souligné que le fait d'avoir accordé à la CMER le statut de société de droit public constituait un signe d'hospitalité qui allait lui permettre de poursuivre sa mission avec les Églises membres.



Le statut d'association a été accordé à la CMER lors d'une cérémonie à Hanovre : (de g à dr) Jann Schmidt, Président de l'Église évangélique réformée ; Setri Nyomi, secrétaire général de la CMER ; Dora Arce-Valentín, secrétaire exécutive de la CMER pour Justice et partenariat ; Johann Weusmann, trésorier général de la CMER.

Anniversaire de Luther : le lien entre Réforme protestante et questions contemporaines

Les célébrations liées au 500^e anniversaire de l'appel lancé par Luther à la réforme de l'Église chrétienne seront l'occasion de souligner l'importance et le sens de la Réforme protestante pour la société actuelle, a déclaré un haut responsable ecclésiastique allemand.

Le 31 octobre 1517, un moine catholique nommé Martin Luther affichait à la porte d'une église de Wittenberg, en Allemagne, une liste de points à propos desquels il demandait une réforme de l'Église. Ce geste est devenu le symbole de revendications concernant la réforme de l'Église à travers toute l'Europe et a abouti à la constitution des Églises protestantes au 16^e siècle.

Pour Martin Schindehütte, évêque et vice-président de l'EKD, responsable des relations œcuméniques de l'Église évangélique en Allemagne, « les Églises peuvent aujourd'hui se servir de la célébration de cette action symbolique de Luther pour expliquer à un public non religieux l'importance de la liberté d'expression et de la liberté religieuse. »

Martin Schindehütte s'exprimait à l'occasion de discussions qui ont eu lieu à Genève avant Noël avec des repré-

sentants de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), du Conseil œcuménique des Églises (COE) et de la Fédération luthérienne mondiale (FLM). L'objectif de ces journées de rencontre consistait à élaborer des projets d'activités œcuméniques internationales d'ici 2017.

La CMER était représentée par son secrétaire général, Setri Nyomi, et par Douwe Visser, responsable du programme de théologie et de relations œcuméniques

Douwe Visser a dit à la délégation allemande que les célébrations, en 2009, du 500^e anniversaire de la naissance du réformateur protestant Jean Calvin avaient marqué le début d'une série d'anniversaires importants en liaison avec le développement et l'expansion de la Réforme protestante à travers toute l'Europe, puis dans le monde entier.

Il a souligné que le programme de travail de la CMER s'articule autour de la conception de ce que la Bible dit à propos des questions actuelles et de la façon dont les chrétiens peuvent agir en faveur de la justice sociale. C'est ce qui constituera le cœur des activités de la Communion au cours des années conduisant à 2017.



Les membres du Comité exécutif rendront visite au Fort d'Elmina, l'un des centres de déportation d'esclaves au Ghana.

Photo : Anouk Zijlma

Préparatifs de la réunion du Comité exécutif au Ghana

La réunion du Comité exécutif de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) doit se tenir au Ghana en mai. Cette année, le Comité sera accueilli par les deux Églises membres de la CMER dans ce pays, l'Église évangélique presbytérienne, Ghana, et l'Église presbytérienne du Ghana. La session durera 10 jours, du 6 au 16 mai, et rassemblera trente trois participants à Dodowa, non loin d'Accra, capitale du Ghana.

Le thème de cette rencontre sera : *WCRC's Ecumenical vision: Quo imus?* (La perspective œcuménique de la CMER : quo imus / où allons-nous ?). L'étude de ce thème permettra aux membres du Comité exécutif, aux conseillers et au personnel exécutif d'envisager le rôle de la CMER au sein du mouvement œcuménique mondial à la suite de sa délocalisation de Genève à Hanovre (Allemagne) en janvier 2014.

Selon Setri Nyomi, secrétaire général de la CMER, on demandera aux participants de confirmer et de clarifier la perspective œcuménique de la CMER et de dire « comment la nouvelle implantation pourra en être le fondement stable. »

« Les questions principales seront celles-ci, dit-il : comment la CMER pourra-t-elle continuer à édifier une communion dans le cadre de cette vision ? Comment pourra-t-elle apporter une contribution efficace à l'œcuménisme mondial ? Que veut dire être œcuménique dans un contexte de transition ? Au cœur du débat, il faudra savoir comment la CMER peut garantir son identité de communion attachée à la justice. »

Théologien ghanéen et responsable œcuménique, Setri Nyomi, dont le mandat de secrétaire général prendra fin en avril 2014, dit sa satisfaction de voir cette rencontre se tenir dans son pays.

« Nous sommes reconnaissants aux Églises du Ghana pour leur hospitalité, dit-il, elles vont accueillir cette session du Comité exécutif qui sera la dernière de mon mandat. J'ai l'espoir que la clarté des perspectives qui sortiront de cette réunion rendra la CMER encore plus forte pour exercer son influence en tant que communion investie en faveur de la justice. »

Parmi les points forts à l'ordre du jour du Comité exécutif, signalons les mises à jour consécutives à la nouvelle implantation du secrétariat, l'approbation du budget 2013 et l'élection d'un nouveau secrétaire général. Figurent également au programme des visites aux Églises locales et aux missions.

Steve Lytch, le nouveau directeur pour le développement à la CMER, présentera un rapport sur une campagne de collecte des fonds visant à réunir 11 millions de dollars en vue de disposer en 2017 d'un « fonds de durabilité » pour l'organisation.

Avant la réunion, les participants iront visiter Elmina, un fort construit par les Portugais en 1482, premier établissement européen de traite des esclaves en Afrique subsaharienne. Cette visite fera partie de ce qui est annoncé comme « journée du pèlerinage ». Colin Cowan, secrétaire général du CWM (Conseil pour la mission mondiale) prononcera un discours sur les lieux.

Setri Nyomi signale que ce pèlerinage a pour but de relier les membres du Comité exécutif à l'un des aspects tragiques de l'histoire, lorsque des êtres humains étaient réduits en esclavage et traités comme des marchandises.

« Cela leur permettra, estime-t-il, de mieux comprendre le mal que représente toute forme d'esclavage et renforcera leur attachement à combattre l'injustice. »



Une école menacée de fermeture dans les territoires palestiniens occupés. Photo : Natalie Maxson

Une école palestinienne menacée de démolition : « Nous voulons rester ici », dit un enfant.

Natalie Maxson

Pendant la pause déjeuner, à l'école d'Izbat at Tabib, un jeune garçon est venu me proposer une poignée de bretzels au milieu du bruit et de l'agitation des élèves qui jouaient dans la cour. J'ai souvent fait l'expérience de ce genre d'hospitalité et de chaleur, mais c'est assez surprenant lorsqu'on pense au fait que les Palestiniens vivent de si peu dans cette région des territoires occupés. Mes camarades et moi, du Programme d'accompagnement

œcuménique en Palestine et Israël (EAAPI), avons fait étape près de cette école pour présenter une équipe de télévision allemande à cette petite communauté d'à peine 300 personnes. Ce sont des réfugiés, dont beaucoup de Bédouins, qui se sont réinstallés sur les terres familiales, à l'est de Qalqiliya dans le nord de la Cisjordanie, dont ils avaient été déplacés en 1948 au moment de la création de l'état d'Israël.

Au cours de la dernière décennie, le Conseil œcuménique des Églises a organisé la présence d'accompagnateurs œcuméniques internationaux envoyés par leurs Églises pour fournir une présence protectrice à ces populations confrontées à des épreuves diverses en raison du conflit. Nous nous engageons à travailler à la défense des droits humains et à mettre un terme à l'occupation, dans le respect de la justice et de la paix. J'ai été envoyée par l'Église unie du Canada, qui est membre de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), et j'ai travaillé à Jayyous de septembre à novembre 2012. Au cours de ces trois mois, nous avons accompli beaucoup de choses, nous avons accompagné des agriculteurs sur leurs terres pendant la récolte des olives lorsqu'ils risquent d'être attaqués par des colons israéliens, nous avons surveillé des postes de contrôle militaires israéliens par



Le directeur et les élèves craignent pour l'avenir de leur école. Photo : Natalie Maxson

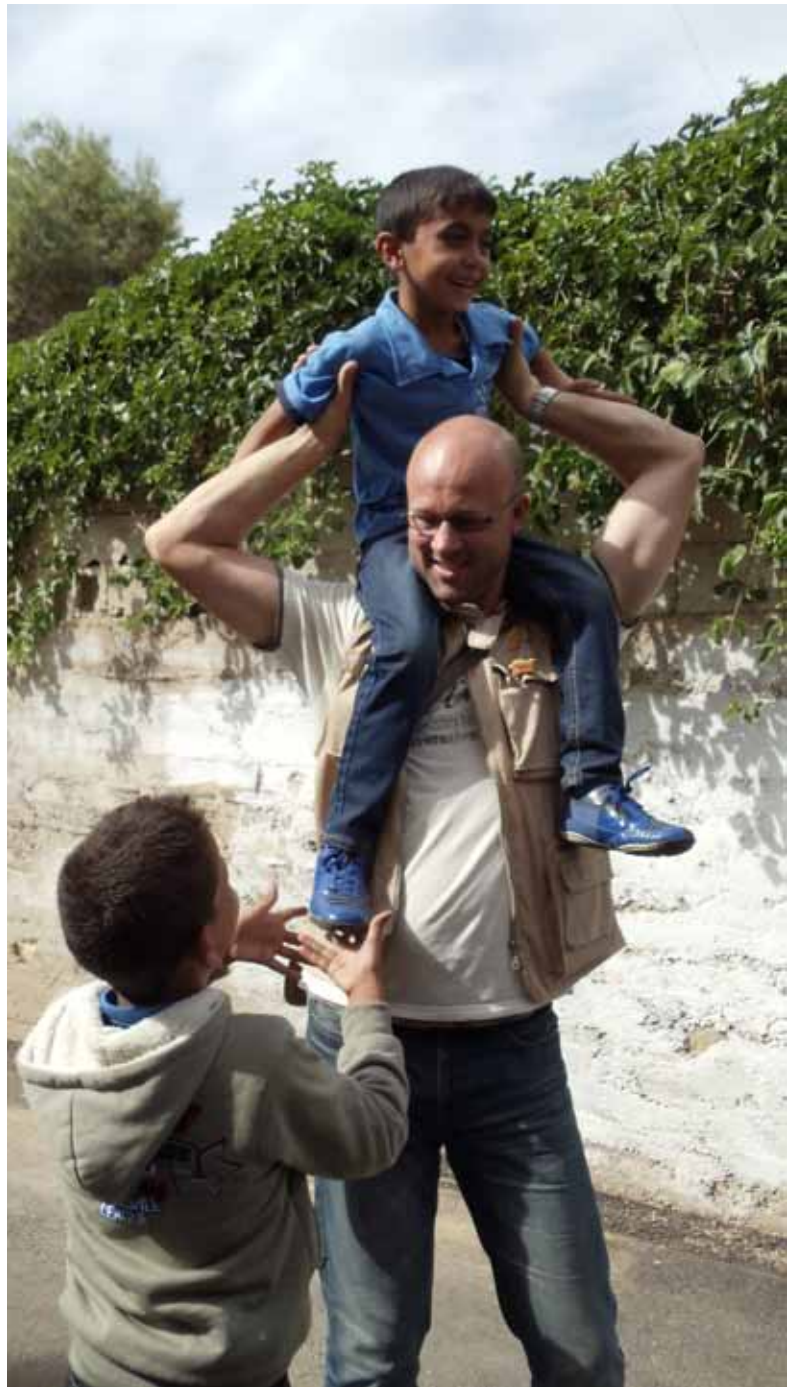
lesquels passent les civils pour se rendre à leur travail ou aller à l'école, nous avons établi des rapports sur les arrestations d'enfants et d'adultes palestiniens par l'armée israélienne, nous avons proposé notre aide à des groupes israéliens et palestiniens travaillant pour la paix.

Le village d'Izbat at Tabib est situé dans une zone que les cartes de Nations Unies désignent sous l'appellation de Zone C. Il s'agissait d'un arrangement considéré comme provisoire au moment des accords d'Oslo en 1995. Pourtant, comme c'est le cas pour de nombreuses communautés palestiniennes de la Zone C dans l'ensemble de la Cisjordanie, on y vit encore sous contrôle israélien. Ce qui veut dire qu'on n'y peut pratiquement pas obtenir de permis de construire. De sorte que, sur 45 maisons construites à Izbat at Tabib sans permis, 33 sont frappées de démolition par l'administration civile israélienne.

Ce village n'a pas toujours eu une école. On en a construit une en 2005 après qu'un enfant ait été tué et un autre grièvement blessé lors d'accidents de la circulation alors qu'ils se rendaient à l'école de la ville voisine d'Azzun en empruntant une route principale très chargée. L'école actuelle accueille 48 élèves, du cours préparatoire à la 5^e. Le bâtiment comporte également une salle de réunion pour le conseil municipal et un dispensaire pour une équipe sanitaire mobile. En raison des problèmes administratifs liés à la situation géographique en Zone C, cette école a été construite sans permis. En août 2012, l'administration civile israélienne a publié une ordonnance de démolition exigeant que le bâtiment soit évacué dans un délai de 21 jours.

Les enseignants ont expliqué à l'équipe de télévision à quel point cette ordonnance de démolition avait provoqué de l'anxiété chez les enfants. L'un d'eux proposait qu'on aille en cours sur le tas de décombres si l'école était détruite. Dans la cour, j'ai rencontré un garçon, nommé Othman, qui parle un anglais remarquable pour un enfant de CM2. Je lui ai demandé ce qu'il pensait de tout ce qu'il se passait ici avec cet ordre de démolition et il m'a répondu : « Nous voulons rester dans notre école. »

Ce que préfère Othman, ce sont les maths, mais ce jour-là il révisait une interrogation d'anglais. Il m'a dit avoir eu 10 sur 10 la dernière fois. Je lui ai souhaité bonne chance en m'interrogeant sur l'avenir de ce garçon brillant pour le cas où sa scolarité serait interrompue par la démolition de l'école ou s'il allait être contraint d'emprunter cette route dangereuse pour aller dans une école surpeuplée à Azzun. Le conseil municipal s'est lancé dans un procès compliqué pour tenter de préserver cette école. Mais cela ne garantit malheureusement pas que l'école



Un accompagnateur œcuménique joue avec des écoliers à Izbat at Tabib.

Photo : Natalie Maxson

soit sauvée. Des groupes et des personnes individuelles, tant Palestiniens qu'Israéliens, continuent de manifester leur soutien à l'école d'Izbat at Tabib tandis que la population poursuit ses manifestations non violentes pour attirer l'attention sur l'importance du droit d'accès à l'éducation pour les enfants.

Natalie Maxson est directrice de programme à l'établissement scolaire du centre de Naramata, dans l'Église unie du Canada. Elle a été accompagnatrice œcuménique de septembre à novembre 2012. L'Église unie du Canada est membre de la CMER.



Le chocolat équitable peut être substitué aux produits fabriqués avec du cacao issu du travail reposant sur l'exploitation d'enfants. Photo : CMER/Greenaway

Consommer du chocolat peut mettre en péril les droits d'un enfant

En août 1983, Tobie Wiese, journaliste sud-africain, écrivant en marge de la sixième assemblée du Conseil œcuménique des Églises (COE) à Vancouver (Canada), évoquait un incident à propos des fameuses oranges Outspan d'Afrique du Sud. À l'occasion d'un repas réunissant 500 femmes venues en qualité de visiteuses, on avait servi ces oranges au dessert. Tout le monde était content jusqu'à ce qu'Helen Caldicott, physicienne australienne et opposante aux armes nucléaires, ainsi que la théologienne allemande, Dorothee Sölle, cassent l'ambiance en apprenant à ces femmes que les oranges étaient cultivées en Afrique du Sud. À cette époque, les Noirs et les Métis d'Afrique du Sud subissaient le régime de l'apartheid. Ces deux femmes s'opposaient sur le plan moral à la consommation d'un produit issu d'un contexte marqué par la répression. Mme Caldicott a dit aux femmes : « Nous sommes comme les animaux, nous tuons pour avoir de quoi manger. »

Depuis l'année dernière, l'agence de presse américaine CNN diffuse une série intitulée « CNN Freedom Project, Ending Modern-Day Slavery » (Projet liberté CNN : mettre fin à l'esclavage moderne). En regardant cette série, je me suis souvenu de l'histoire des « oranges de l'apartheid ». CNN s'intéresse à des histoires d'esclavage moderne dans le monde entier, mais l'un des sujets n'est pas tombé loin ! Il s'agit de récits terribles d'enfants travaillant sur des plantations de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, en Afrique de l'Ouest.

David Mackenzie, reporter à CNN, raconte l'histoire inquiétante du commerce du cacao et lui donne un visage avec le récit concernant Abdul, qui a 10 ans. Il est originaire du Burkina Faso voisin. À la mort de son père, un étranger l'a amené en Côte d'Ivoire pour le faire travailler sur une plantation de cacao. Il ne perçoit aucun salaire, il est nourri, avec de temps en temps un pourboire du propriétaire, et les loques qu'il a sur le dos. Abdul est tout simplement un enfant esclave. Comble de l'ironie, selon Mackenzie, Abdul ignore à quoi sert le cacao, il n'a jamais mangé de chocolat.

Selon l'UNICEF, on estime à 200 000 le nombre d'enfants de Côte d'Ivoire travaillant sur des plantations de cacao, avec d'autres qui sont introduits clandestinement depuis l'étranger. En 2001, lorsqu'on a commencé à entendre ces récits bouleversants, David Mackenzie raconte que les législateurs américains ont rédigé un protocole signé par tous les grands noms de l'industrie du chocolat s'engageant à mettre fin d'urgence à l'esclavage des enfants. Dix ans plus tard, CNN a mené une enquête pour vérifier que les promesses certifiant que le cacao s'était débarrassé des formes les pires du travail des enfants avaient été tenues. Ce n'est malheureusement pas le cas. D'où la question : qui paie en réalité le chocolat que nous achetons. Nous ? Ou Abdul et les autres enfants comme lui ?

En tant que chrétiens, il nous faut réfléchir avec sérieux à propos de la vie sur cette terre et faire des choix manifestant notre moralité. Selon la Confession de Belhar, « Dieu est aux côtés des pauvres et des opprimés, l'Église doit être là où Dieu se tient. » Aux côtés de qui sommes-nous ? D'Abdul ? Ou de l'industrie ? La prochaine fois que vous dégusterez l'un des produits issus du cacao, demandez-vous si vous ne seriez pas complice de l'oppression subie par un enfant dont on viole les droits humains !

Editorial tiré d'URCSA News (14 décembre 2012)

Reproduit avec autorisation.

Êtes-vous à la recherche d'un chocolat provenant d'une autre source ? Regardez si votre paquet de cacao ou votre tablette de chocolat porte la mention « Commerce équitable » ou « Fair Trade ». Ce n'est pas la garantie absolue que cette production soit sans aucune exploitation. Mais en choisissant « Commerce équitable » vous ferez au moins comprendre à votre épicier et à l'industrie chocolatière que vous penchez pour des choix éthiques.

Fonds de partenariat :

Aide d'urgence aux Églises en cas de catastrophe

Douwe Visser

Le Fonds de partenariat de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) est généralement connu pour le soutien qu'il apporte à des projets de mission et de développement, sur proposition des Églises membres. Mais on connaît sans doute moins la tradition de la CMER consistant à apporter un soutien aux Églises concernées par des catastrophes. Lorsque c'est le cas, l'Église n'a même pas besoin de prendre l'initiative de demander de l'aide. Dès que l'urgence concernant une Église membre est connue, le secrétaire général de la CMER envoie directement un message, généralement pour proposer un soutien financier grâce au portefeuille d'urgence du Fonds de partenariat.

Cette forme d'assistance est sujette à quelques conditions. L'Église doit répondre au message du secrétaire général en présentant une demande d'aide. La contribution maximum est fixée à \$11,000 et l'Église devra, dans les six mois après réception des fonds, présenter un rapport sur la façon dont ils ont été utilisés.

- En 2010, dans le centre de l'Ouganda, de nombreux hectares de terrain ont été dévastés à la suite d'éboulements causés par de fortes pluies. Une somme de \$5,500 a été envoyée au Centre chrétien réformé de l'Ouganda pour participer au nettoyage de la zone et pour aider la population dans son effort de reconstruction.
- En 2010 également, le Pakistan a subi de fortes pluies. De nombreuses parties du pays ont été inondées, des villages ont été détruits. L'Église presbytérienne du



*Des inondations ont dévasté de grandes parties du Pakistan en 2011. Avec l'aide du Fonds de partenariat de la CMER, l'Église presbytérienne du Pakistan a pu répondre aux besoins des victimes.
Photo : Ghulam Rasool/CWS-ACT*

Pakistan a reçu \$5,500 pour appuyer sa participation aux secours.

- En 2011, en Birmanie (ou Myanmar), les récoltes ont subi une invasion de rats. Une somme de \$5,500 a été transmise à l'Église presbytérienne du Myanmar en vue d'aider la population dans son travail de dératisation.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi les diverses occasions au cours desquelles la CMER a proposé son aide lors de catastrophes. Cette aide est proposée en moyenne quatre fois par an. La CMER est heureuse de pouvoir donner ce signe de solidarité qui manifeste la présence de la Communion par le souci qu'elle a de ses membres.

Pour information sur le Fonds de partenariat, aller sur : www.wcrc.ch ou adresser un courriel à partnershipfund@wrcr.ch

Les pasteurs africains appelés à être artisans de paix

Pour le président de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), les pasteurs peuvent et doivent jouer un rôle dans la construction de la paix au sein de la population.

« Personnellement, j'estime que l'un des facteurs qui détruisent les pays d'Afrique et leur population est la violence ethnique et raciale » a déclaré Jerry Pillay à l'occasion d'un rassemblement de pasteurs de l'Église presbytérienne du Ghana (PCG) en janvier dernier. « En tant que pasteurs nous avons un rôle très important à jouer par la prédication de la tolérance entre les races et par l'affirmation de la dignité humaine. »

Jerry Pillay, responsable ecclésiastique sud-africain, a fait ces déclarations à Kumasi, au Ghana, lors d'une manifestation réunissant environ 700 participants. Le thème de cette conférence était : « Saint Esprit et paix : Bienheureux les artisans de paix ».

« Les pasteurs, a dit Jerry Pillay, sont à même d'analyser les sujets qui sont des occasions de trouble dans un contexte local et de mobiliser les communautés au service de ministères pacificateurs. »

Lors d'une autre manifestation destinée aux pasteurs de l'Église évangélique presbytérienne du Ghana à Ho, le secrétaire général de la CMER, Setri Nyomi, a dit aux participants que la CMER était à même à les aider dans leur rôle de dirigeants des paroisses locales.

« La CMER vous propose son aide dans les domaines de la mission, du renouveau culturel, de la justice et de la formation théologique » a-t-il déclaré aux membres de son Église d'origine. « Cela vous aidera à équiper vos paroisses grâce à un bon enseignement et à une direction juste. »

L'Église évangélique presbytérienne, Ghana, et l'Église presbytérienne du Ghana sont toutes deux membres de la CMER.

Un responsable d'Église coréen jette un regard sur les dix prochaines années

Selon le principal responsable de l'Église presbytérienne de Corée (PCK), celle-ci devra s'intéresser principalement, pour la prochaine décennie, au rôle des Églises dans la réconciliation et l'apaisement de la société.

Pour Son Dal Ig, modérateur de la PCK, « notre Église voit bien que la société coréenne est marquée par des dissensions à différents niveaux, et nous entendons agir pour qu'elle y soit un facteur d'apaisement. »

À son avis, au cours de cette période, l'objectif de l'Église consistera à travailler à une véritable réconciliation dans la péninsule coréenne, pour aboutir à la paix et à la réunification.

C'est au cours de discussions qui ont eu lieu à Genève (Suisse) en novembre, avec le secrétaire général et les secrétaires exécutifs de la Communion mondiale d'Églises



Son Dal Ig, modérateur de l'Église presbytérienne de Corée a rendu visite aux bureaux de la CMER, à Genève, fin 2012.

Photo : WCRC/Greenaway

réformées (CMER), que le modérateur a fait ces déclarations. Il était accompagné par Byun Chang-bae, qui vient d'être nommé au poste de responsable des relations œcuméniques de la PCK. Cette Église est la plus nombreuse des cinq Églises membres de la CMER en Corée du Sud.

Le modérateur et le secrétaire général ont également discuté des projets concernant l'assemblée du Conseil œcuménique des Églises (COE) qui doit se tenir en octobre 2013 à Busan en Corée du Sud. La PCK joue un rôle très actif dans la préparation de cette manifestation, qui a lieu tous les sept ans.

Setri Nyomi a signalé que les membres du Bureau de la CMER se réuniront à Busan, parallèlement à l'assemblée. La CMER soutient également la participation de jeunes étudiants en théologie réformés à un court programme d'étude intensive organisé par le COE en même temps que l'assemblée.

Setri Nyomi et Son Dal Ig ont fait remarquer que l'une des organisations dont est issue la CMER, l'Alliance réformée mondiale, avait tenu son assemblée générale en Corée du Sud en 1989.

France : Une nouvelle Église issue de l'union entre Réformés et Luthériens

L'Église protestante unie de France, récemment créée, tiendra son premier synode national du 8 au 12 mai 2013, à Lyon. Cette Église est le résultat de la fusion, réalisée en 2012, entre l'Église réformée de France et l'Église évangélique luthérienne de France, au terme d'un travail d'unification débuté en 2007.

L'inauguration de l'Église unifiée fera l'objet d'une manifestation publique, le samedi 11 mai, à Lyon. On y attend la présence des autorités civiles et religieuses ainsi que des représentants du mouvement œcuménique mondial. Le synode élira un conseil national qui désignera à son tour son président.

En France un million et demi de personnes se disent protestantes (soit 3% de la population). Sur ce nombre, 400 000 sont des membres actifs de l'Église protestante unie, ou font appel à ses services.

L'Église réformée de France avait déjà connu une unification en 1938, avec l'union entre quatre Églises réformées et méthodistes. L'Église évangélique luthérienne de France a été créée en 1872, elle est essentiellement située dans la région parisienne et dans le nord-est du pays. Les deux Églises remontent à la Réforme du 16^e siècle, elles ont toutes deux contribué à la création de la Fédération protestante de France ainsi qu'à celle de la Communion d'Églises protestantes en Europe, qui est une fédération



La célébration de la création de la nouvelle Église aura lieu au Grand Temple de Lyon (France).

Photo : Christine Chadier

de cent Églises issue de la signature des accords de Leuenberg en 1973. Ces accords ont servi de base théologique à l'union des Luthériens et des Réformés en France.

L'Église protestante unie de France restera membre des organisations œcuméniques et confessionnelles auxquelles appartenaient les deux Églises fondatrices avant l'unification. Par exemple, la Communion mondiale d'Églises réformées dont l'Église réformée de

France a été membre fondateur.

Pour toute autre information concernant cette nouvelle Église, consulter : www.eglise-protestante-unie.fr

D'après un communiqué de presse de l'Église protestante unie de France, 22 janvier 2013.



Viktoria Kóczyán (Hongrie) et Frans du Plessis (Afrique du Sud) sont stagiaires à la CMER jusqu'en octobre. Photo : CMER/Sumichan

De jeunes stagiaires intègrent l'équipe de la CMER

Deux jeunes stagiaires ont rejoint l'équipe du secrétariat de la CMER à Genève pour une expérience de 10 à 12 mois consacrée au travail et aux études. Viktoria Kóczyán vient de Hongrie et Frans du Plessis d'Afrique du Sud. Ils associeront des études en théologie et en missiologie à une expérience pratique dans le domaine de la mise en œuvre des programmes et de la communication.

À des jeunes intéressés par l'œcuménisme et disposant déjà d'une formation théologique, la CMER propose l'occasion de travailler avec le secrétariat au centre œcuménique pour une période de 10 à 12 mois, suivie de six mois dans leur Église d'origine pour y intégrer localement leur expérience internationale. À Genève, le programme comporte des rencontres avec des stagiaires d'autres organisations œcuméniques telles que le Conseil œcuménique des Églises et la Fédération luthérienne mondiale, ainsi que des visites aux Nations Unies.

Ces deux jeunes théologiens ont dit qu'ils voulaient consacrer l'essentiel du temps passé à Genève au changement et à la croissance.

« Ce que je veux, dit Frans du Plessis, c'est apprendre au contact de cultures et de points de vue différents. Les gens ici m'aideront et me conseilleront. Mon professeur de missiologie m'a dit de profiter de l'occasion pour mettre en évidence mes manques. »

Viktoria Kóczyán souhaite étudier les questions qu'elle se pose à propos de l'unité et de la différence dans l'Église. « Comment être modifiés et enrichis par d'autres

théologies et par d'autres croyants ? Comment vivre des expériences d'unité malgré nos différences ? »

Frans du Plessis a été ordonné pasteur dans l'Église réformée néerlandaise en novembre 2012 et il a terminé une année de pratique du ministère dans une paroisse à Kathu, en Afrique du Sud, avant d'accepter le stage à la CMER. Pendant son séjour à Genève, il continuera de travailler à sa maîtrise en missiologie pour l'Université de Pretoria et d'étudier l'allemand. Son travail sera surtout consacré à la communication, à l'installation d'un nouveau site internet et à l'extension de l'audience de la CMER au moyen des médias sociaux.

Viktoria Kóczyán travaillera avec Douwe Visser, secrétaire exécutif de la CMER pour la théologie et la communion, sur les questions de dialogue œcuménique, de soutien aux Églises qui connaissent des conflits interreligieux et sur l'étude de l'identité réformée. À la suite de son ordination dans l'Église réformée en Hongrie en 2010, elle a commencé un doctorat sur la mystique médiévale juive. Pour son séjour à Genève, elle bénéficie d'une bourse d'étude du gouvernement hongrois.

« J'ai une formation théorique en missiologie, en théologie contextuelle et en questions interreligieuses, dit-elle. Ce que je cherche avec ce stage, c'est à voir comment mettre la théorie en pratique. »

Ces deux stagiaires avaient pris part en 2012 en Indonésie à la session de l'École mondiale de théologie (Global Institute of Theology).



Pour le Nouvel An, des milliers de jeunes se sont rassemblés sur la place St Pierre pour une célébration œcuménique en présence de Benoît XVI et de frères de Taizé. Photo : Wiesława Klemens

Une manifestation des jeunes de Taizé à Rome : « C'était comme si le but final du mouvement œcuménique avait été atteint. »

Aiko Sumichan

Comment se mettre à décrire une expérience vécue, alors que ce qui en a constitué la quintessence n'a été, en fait, que huit minutes de silence ?

Imaginez : vous êtes sur la place St Pierre, à Rome. Un magnifique ciel nocturne, la pleine lune, des centaines d'étoiles. Tout autour de vous, au moins 50 000 personnes, dont la plupart ont moins de 35 ans. Silence total, on prie ou on médite sur l'Écriture. C'est ce genre de moment où on peut sentir la présence de Dieu, même si on n'a jamais très bien compris ce que ça voulait dire. Un moment qui a duré huit minutes !

Cette expérience, je l'ai vécue à la veille du dernier Nouvel An. J'étais sur la place St Pierre pour participer à la rencontre européenne de Taizé. Il s'agit d'un programme organisé chaque année par la communauté œcuménique de Taizé à l'intention des jeunes de 16 à 35 ans. Ce programme comporte des prières en commun

trois fois par jour, des itinéraires de pèlerinage à travers la ville, des ateliers, des petits groupes de discussion, et le déjeuner à midi – très intéressant quand il y a 40 000 personnes à nourrir !

Comme il s'agissait de la rencontre européenne de Taizé, on pourrait penser que je me serais trouvée entourée d'Européens. Pas du tout ! Par une étrange (ou divine ?) coïncidence j'ai passé la plus grande partie de mon séjour à Rome avec quatre autres Indonésiens. Le soir des « rencontres par pays » nous avons même réussi à réunir un groupe de dix Indonésiens. Incroyable !

Ceux qui avaient déjà été à Taizé se plaignaient de ce que, au lieu d'aller prier dans une grande salle chichement décorée en orange, comme c'est le cas à la communauté de Taizé en Bourgogne, on devait se rendre dans différentes basiliques catholiques pour les prières quotidiennes. Ces églises sont toutes plutôt écrasantes et richement décorées. Pour ma part, j'ai du mal à comprendre

ces regrets. Ces édifices ont été des lieux de prière à tel ou tel moment de l'histoire, j'admets que ce sont aujourd'hui plutôt des attractions touristiques que des lieux de culte. Mais, tandis que nous y étions, assis par terre, en train de chanter, d'écouter l'évangile ou de prier, ils étaient rendus à leur destination première. C'était merveilleux.

Lors de chaque prière commune il y avait un message donné par Frère Aloïs (le prieur de la communauté de Taizé), par le Pape, par le cardinal de Rome ou par l'un des frères de Taizé. Chaque fois, il s'agissait d'une réflexion sur la lecture de la Bible, sur la foi, sur le pèlerinage. Ces messages étaient riches en inspiration. On peut en lire quelques-uns sur le site de Taizé : www.taize.fr. Un mois avant la rencontre européenne, il y en avait eu une autre, au Rwanda. Des jeunes, venus de plusieurs pays d'Afrique s'étaient retrouvés pour un pèlerinage de réconciliation et de paix. Ils ont donné aux frères de Taizé des graines symbolisant l'espoir de les voir semées en Europe et ailleurs. Pendant la rencontre européenne ces semences ont été données à des représentants de divers pays présents à Rome (y compris au Pape en tant que représentant de la Cité du Vatican), afin de transmettre l'espoir, de planter l'espoir, de le faire croître.



Les jeunes réunis dans des églises de Rome pour la méditation quotidienne ont pris la place des touristes et créé une atmosphère de respect, de prière et de réflexion. Photo : Wieslawa Klemens

On pourrait facilement confondre cette manifestation avec un rassemblement catholique romain. Mais en vérité – conformément à l'esprit de Taizé – c'est un rassemblement œcuménique. Il y avait des Catholiques, des Protestants de diverses Églises, et des Orthodoxes. Il y avait même des participants qui ne savaient pas trop que penser « de toutes ces questions de religion ». Mais nous étions là, ensemble, dans un endroit qui a du sens pour la foi chrétienne, nous avons célébré et prié.

C'était presque comme si le but final du mouvement œcuménique avait été atteint. Ou alors un appel au réveil, parce que, pour nous les jeunes, il n'est peut-être pas très important de savoir à quelle « tradition » on se rattache, ou quel est le raisonnement théologique qui vous situe dans tel ou tel groupe de croyants. Peut-être que la seule chose qui compte c'est la confiance qu'on a en Dieu et les uns dans les autres.



Le rassemblement européen 2012, organisé par la communauté de Taizé en France, s'est déroulé à Rome. Photo : Wieslawa Klemens

Suisse : une présidente d'Église directrice d'une œuvre missionnaire

L'ancienne présidente de l'Église cantonale d'Argovie dirige maintenant une œuvre missionnaire à Bâle (Suisse). Claudia Bandixen a pris ses nouvelles fonctions de directrice de Mission 21 en juillet 2012 après dix années à la présidence de l'Église réformée d'Argovie. Cette pasteure suisse, défenseur du droit des femmes, gère aujourd'hui un programme comportant une centaine de projets missionnaires avec des partenaires dans 25 pays.

Lorsqu'elle était en Argovie, Mme Bandixen a été l'une des fondatrices du Prix Sylvia Michel, attribué tous les deux ans par des femmes présidentes d'Église en Suisse à des projets ou à des personnes qui soutiennent l'accession des femmes à des postes de direction d'Église.

Dans un entretien accordé à *A+O*, la revue de cette Église cantonale, Claudia Bandixen a évoqué avec la journaliste Sophia Siegenthaler son travail de responsable d'Église et les enjeux de ses nouvelles fonctions.

A+O : Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui, par rapport à la situation que vous avez trouvée il y a dix ans, lorsque vous avez pris vos fonctions de présidente ?

C. Bandixen : Dès les origines, notre Église cantonale s'est centrée sur trois secteurs d'activité : la proclamation de l'évangile, l'accompagnement pastoral et la diaconie. Ces activités doivent sans cesse être adaptées à un environnement en mutation. Ainsi, l'accompagnement pastoral a changé. Dans de nombreux hôpitaux et cliniques, on a mis en place un accompagnement pour personnes en phase terminale. Cela s'appelle aujourd'hui « soins palliatifs ». La formation des aumôniers fait l'objet d'une certification officielle et doit correspondre aux normes exigées par l'administration si nous voulons pouvoir poursuivre cet engagement ecclésial.

A+O : Quels ont été les points forts de votre présidence de l'Église cantonale ?

C. Bandixen : J'ai toujours été soucieuse des questions de droits humains et de dignité humaine. Chaque fois que je peux contribuer à améliorer le sort des gens, j'éprouve un sentiment de satisfaction. Ce qui m'a particulièrement impressionnée, par exemple, c'est le fait que des membres conservateurs de notre Église aient pu collaborer avec des musulmans vivant chez nous pour produire des déclarations soutenant des chrétiens persécutés et s'opposant à toute forme de persécution.

A+O : Et qu'est-ce qui vous paraît avoir été votre plus grande déception, ou frustration ?

C. Bandixen : Ce n'est pas dans ces catégories que je réfléchis, déception ou frustration. Mais je suis préoccupée, bien sûr. Par exemple, quand je vois beaucoup de gens vivre dans l'illusion que la vie de l'Église peut continuer comme elle a toujours été et en conclure qu'ils n'ont pas besoin de changer. Le temps passe, les besoins se transforment. Si nous ne savons pas accompagner ces changements, c'est notre façon « d'être Église » qui est menacée.



*Claudia Bandixen dirige désormais Mission 21 à Bâle (Suisse).
Photo : Félix Wey*

A+O : Vous avez toujours été très attentive à la question « femmes et Église ». À votre avis en quoi est-il important que ce soit une femme ou un homme qui exerce la présidence ?

C. Bandixen : Ce qui compte, en fait, ce n'est pas le genre, mais les caractéristiques et les aptitudes individuelles. Il est bon de savoir que, comparé à ce que nous avons connu il y a dix ou vingt ans, il est aujourd'hui à peu près normal que des fonctions de direction soient exercées par des femmes. Ce qui importe aujourd'hui, la plupart du temps, c'est la compétence, la capacité de trouver des solutions et d'obtenir des résultats.

A+O : Quels sont les enjeux, pour vous, dans vos fonctions à Mission 21 ?

C. Bandixen : C'est le fait d'appartenir à un réseau international avec une tradition bicentenaire. Malgré des efforts incessants, Mission 21 a des problèmes financiers. Il va falloir consolider notre réseau international en coordination avec nos Églises partenaires. Il y a de bonnes chances de résoudre ces problèmes. Mais cela demandera un effort commun et concerté de la part de Mission 21 et de ses Églises membres.

Extrait d'A+O (juin 2012) avec autorisation

Situation préoccupante d'Églises confrontées à la violence interreligieuse

Douwe Visser

On est de plus en plus préoccupé, au sein de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) par la situation d'Églises membres directement au contact de conflits entre personnes de religions différentes. Pour répondre à certains de ses membres, la CMER organise une réunion destinée à entendre des représentants de ces Églises au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie.

Le bureau de la CMER pour la théologie et la communion s'occupe d'organiser cette manifestation et a invité le service interreligieux du Conseil œcuménique à y participer activement. La date et le lieu ne sont pas encore fixés mais on pense que cette rencontre pourra se tenir d'ici septembre, à condition d'en trouver le financement. Pour cette première réunion, il n'y aura pas de représentants d'autres groupes religieux, mais ils seront invités lors d'un colloque suivant.

Il s'agira d'obtenir des informations sur la violence religieuse à laquelle sont soumises certaines Églises membres de la CMER et de mieux comprendre la mission de l'Église ainsi que la façon dont l'identité chrétienne peut rester visible dans ce genre de situation. Des théologiens compétents en matière de dialogue interreligieux et de résolution des conflits apporteront leur contribution et prendront part aux débats. On espère qu'il sera possible de rédiger des indications pour poursuivre le travail sur les idées qui seront sorties de cette rencontre.

La CMER est attachée à la réconciliation, au dialogue et à la coopération interreligieuse, même s'il existe des situations où cette mission semble presque impossible. Malgré tout, la Communion prend très au sérieux son rôle pastoral et pense que, lorsque des gens se réunissent pour rechercher des solutions, cela peut donner lieu à des idées sur la meilleure façon de réagir dans des situations de violence interreligieuse.

La CMER ouvre un bureau pour le fonds de développement

Steve Lytch

En 2012, le Comité exécutif de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) a institué un bureau du développement et l'a chargé de trouver les moyens d'assurer la stabilité financière de la CMER. Ce bureau collabore avec des organismes qui sont nos partenaires depuis longtemps, des services des Églises et autres organisations œcuméniques, pour apporter un soutien à des projets coïncidant avec notre travail. Il recherche également de nouveaux partenaires, paroisses ou individus, qui désirent que le témoignage réformé reste vivant dans un monde en mutation.

L'essentiel des soutiens financiers dont bénéficie la CMER repose sur les cotisations et les dons des Églises membres. Mais, étant donné les transformations que connaît la dynamique du financement dans les Églises, la CMER a besoin de nouvelles ressources pour assurer sa vitalité. Il faut inviter des personnes et des organismes nouveaux à prendre part à la tâche consistant à soutenir le témoignage réformé aujourd'hui.

Il n'est pas facile de lancer une campagne de collecte de fonds au

niveau mondial. Des cultures différentes n'ont pas la même attitude vis-à-vis de la collecte de fonds. Ce qui correspondra à l'usage habituel dans tel pays semblera inapproprié ailleurs. Mais c'est ce qui fait le charme de l'Église universelle. Nous avons une mission commune, porter témoignage à l'évangile et ceci de telle façon que les coutumes, l'héritage et les mœurs de chacun soient respectés.

Je consacre une année au lancement de ce bureau du développement, car j'ai la conviction que l'Église du Christ a besoin de la CMER comme expression vivante du corps du Christ. La communion réformée ne constitue pas la totalité du corps, mais elle en est une partie essentielle, et si cette partie est saine et forte, c'est tout le corps qui en bénéficiera.

Je serai très reconnaissant d'entendre ce que vous aurez à me dire. N'hésitez pas à prendre contact avec moi, en me communiquant vos idées et en faisant des offres de soutien : **sglytch@gmail.com** C'est ensemble que nous pourrons assurer à la CMER un avenir financier sain.



Stephens Lytch, Directeur du développement à la CMER.



Setri Nyomi, Secrétaire général
(Photo : Helen Putsman-Penet)

ÉCHOS DU SECRETARIAT GÉNÉRAL

Nous savons que tout concourt au bien de ceux qui aiment Dieu, qui sont appelés selon son dessein (Romains 8,28).

Joseph leur répondit : « Ne craignez point ... Vous avez voulu me faire du mal, Dieu a voulu en faire du bien : conserver la vie à un peuple nombreux comme cela se réalise aujourd'hui. (Genèse 50,19-20).

Nous sommes entrés en 2013 – année riche en possibilités et en enjeux pour tous dans la famille de la CMER. Au fur et à mesure que cette année va se dérouler, prions pour que les lecteurs de *Communiqué réformé* renouvellent leur engagement vis à vis de Dieu et se saisissent des occasions qu'il leur donnera pour vaincre les difficultés.

Parmi nos Églises plusieurs vivent des situations difficiles. Il peut s'agir de contextes politiques et sociaux parfois violents au milieu desquels elles exercent leur mission, ou d'un manque de ressources humaines et financières, ainsi que des forces de division auxquelles elles doivent faire face. On est alors tenté de rester bloqué en se demandant s'il sera un jour possible de vaincre ce genre de situation.

Le verset de la Genèse, cité plus haut, fait partie d'une histoire de famille : Joseph avait été traité de façon injuste par ses frères. En Égypte il a été accusé fausement, il a été emprisonné, puis il est devenu célèbre. Il aurait pu rester prisonnier des problèmes que la vie lui avait réservés. Mais le message dont il est question ici révèle une philosophie qui transforme les problèmes en possibilités nouvelles – une déclaration de foi qui admet que, quelles que soient les difficultés, Dieu offre des occasions de les vaincre et d'avancer en créant quelque chose de bien. On en trouve un écho dans la lettre aux Romains, avec cette déclaration solennelle affirmant que, pour les croyants, toutes choses concourent à leur bien.

La CMER a eu sa part de problèmes en 2011 et 2012, et cela a généré des choix difficiles. Et d'abord la grande difficulté financière dans laquelle nous avons été entraînés par la fluctuation des monnaies au niveau mondial. Comment venir à bout de ces problèmes ? Des idées différentes sur cette question nous ont presque amenés à un point de rupture. Rendons grâce à Dieu de ne pas nous être laissés entraver par les difficultés. Tous ensemble, organes directeurs de la CMER, Églises membres, secrétariat, nous avons travaillé à rechercher des solutions. Ensemble, nous avons commencé à en trouver et c'est ensemble maintenant que nous allons avancer en nous consacrant à notre vocation et à notre mission.

Notre tâche de croyants consiste à chercher des possibilités, même en plein milieu des difficultés, et à garder les yeux fixés sur notre mission. Cette année nous offre la possibilité de nous concentrer sur l'édification de notre Communion en apportant notre contribution à une meilleure unité de l'Église de notre Seigneur Jésus Christ.

*... pour les
croyants, toutes
choses concourent à
leur bien.*

Prières en ligne

Votre Église est-elle à la recherche de prières ? Se sent-elle concernée par la situation des Églises situées dans d'autres parties du monde ? Le site de la CMER est là pour vous.

Il arrive assez fréquemment que des Églises membres de la CMER soumettent des demandes de prière placées sur notre site. Récemment, cela concernait le Japon, la République du Sud-Soudan, ainsi que les populations tribales et adivasi en Inde. Vous pouvez également visiter chaque semaine le Cycle œcuménique de prière du Conseil œcuménique, par l'intermédiaire de la page d'accueil de la CMER.

Rendez-vous régulièrement sur www.wcrc.ch pour nourrir votre prière.

Communiqué réformé
Mars 2013
Vol. 4, N° 4

Communiqué réformé est publié trimestriellement par la Communion mondiale d'Églises réformées.

Sauf indication contraire, les auteurs des articles sont seuls responsables des opinions exprimées.

Les articles peuvent être reproduits librement avec indication de la source.

Pour s'abonner gratuitement en ligne :
www.wcrc.ch/resources
ou en écrivant à :

CMER
Case postale 2100
150 route de Ferney
1211 Genève 2, Suisse

Tél : +41 22 791 6240
Fax : +41 22 791 6505

Courriel : wrcr@wrcr.ch
Web: www.wcrc.ch

Rédaction : Kristine Greenaway

Mise en page :
Fédération luthérienne mondiale

Imprimé en Suisse par SRO
Kundig



**Communion
Mondiale
d'Églises
Réformées**

Appelés à la
communion :
attachés à la
justice